

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE JOLIETTE  
DIVISION N° : 08-Joliette  
COUR N° : 705-11-010412-162  
DOSSIER N° : 41-2135235  
BUREAU N° : 943207-1000000

COUR SUPÉRIEURE  
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE LA  
FAILLITE DE :**

**LOGITRA INC.**, compagnie légalement constituée et ayant  
son siège social et sa principale place d'affaires au 346, rue  
des Busards, Mascouche, Québec J7K 0B7

Débitrice

– et –

**RESTRUCTURATION DELOITTE INC.**  
(Martin Franco, CPA, CA, CIRP, SAI, responsable désigné),  
ayant une place d'affaires au 1190, avenue des Canadiens-de-  
Montréal, bureau 500, Montréal, Québec H3B 0M7

Syndic

**AVIS DE LA FAILLITE ET DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS**  
(paragraphe 102(1) de la Loi)

AVIS est donné de ce qui suit :

1. LOGITRA INC. a déposé une cession le 16<sup>e</sup> jour de juin 2016 et la soussignée, RESTRUCTURATION DELOITTE INC., a été nommée syndic de l'actif de la débitrice par le séquestre officiel, sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.
2. La première assemblée des créanciers de la débitrice sera tenue le 6<sup>e</sup> jour de juillet 2016, à 9 h 30, aux bureaux du syndic, La Tour Deloitte, au 1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 500, Montréal, Québec.
3. Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, déposer auprès de moi avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration.
4. Sont annexés au présent avis un formulaire de preuve de réclamation et un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 dollars ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.
5. Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif de la débitrice pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

FAIT À MONTRÉAL, ce 20<sup>e</sup> jour de juin 2016

**RESTRUCTURATION DELOITTE INC.**  
Syndic



**Deloitte Restructuring Inc.**

Deloitte Tower  
1190 avenue des  
Canadiens-de-Montréal  
Suite 500  
Montreal QC H3B 0M7  
Canada

Tel: 514-393-7115  
Fax: 514-390-4103  
www.deloitte.ca

C A N A D A  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF JOLIETTE  
DIVISION No.: 08-Joliette  
COURT. No.: 705-11-010412-162  
ESTATE No.: 41-2135235  
OFFICE No.: 943207-1000000

**SUPERIOR COURT**  
Commercial Division

**IN THE MATTER OF THE  
BANKRUPTCY OF:**

**LOGITRA INC.**, a legal person, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business at 346 Des Busards Street, Mascouche, Québec J7K 0B7

Bankrupt

– and –

**DELOITTE RESTRUCTURING INC.**  
(Martin Franco, CPA, CA, CIRP, LIT, responsible), having its place of business at 1190 avenue des Canadiens-de-Montréal, Suite 500, Montréal, Québec, H3B 0M7

Trustee

**NOTICE OF BANKRUPTCY AND FIRST MEETING OF CREDITORS**  
(Subsection 102(1) of the Act)

TAKE NOTICE that:

1. LOGITRA INC. filed an assignment on the 16<sup>th</sup> day of June 2016, and the undersigned, DELOITTE RESTRUCTURING INC., was appointed as trustee of the estate of the bankrupt by the official receiver, subject to affirmation by the creditors of the trustee's appointment or substitution of another trustee by the creditors.
2. The first meeting of creditors of the bankrupt will be held on the 6<sup>th</sup> day of July 2016, at 09:30 a.m., at the Trustee's office, Deloitte Tower, at 1190 Avenue des Canadiens-de-Montréal, Suite 500, Montréal, Québec.
3. To be entitled to vote at the meeting, a creditor must lodge with the trustee, before the meeting, a proof of claim and, where necessary, a proxy.
4. Enclosed with this notice is a form of proof of claim, a form of proxy, and a list of creditors with claims amounting to 25 dollars or more, showing the amounts of their claims.
5. Creditors must prove their claims against the estate of the bankrupt in order to share in any distribution of the proceeds realized from the estate.

DATED AT MONTREAL, this 20<sup>th</sup> day of June 2016

**DELOITTE RESTRUCTURING INC.**  
Trustee

District de:  
 No division: -  
 No cour:  
 No dossier:

original  modifié

- FORMULAIRE 78 -  
 Bilan - faillite d'entreprise déposée par une entité  
 (paragraphe 49(2), alinéa 158d) et paragraphes 50(2) et 62(1) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de  
 Logitra Inc.

Au failli :

Vous êtes tenu de remplir avec soin et exactitude le présent formulaire et les annexes applicables indiquant la situation de vos affaires à la date de votre faillite le 15 juin 2016. Une fois rempli, ce formulaire et les listes annexées, constituent votre bilan, qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration solennelle.

PASSIF (tel que déclaré et estimé par l'officier)		ACTIF (tel que déclaré et estimé par l'officier)	
1. Créanciers non garantis: voir liste A .....	8,428.24	1. Inventaire .....	0.00
Équilibre de réclamations garantis: voir liste "B" .....	20,383,118.93	2. Aménagements .....	0.00
Créanciers non garantis total. ....	20,391,547.17	3. Comptes à recevoir et autres créances: voir liste E	
2. Créanciers garantis: voir liste B .....	346.07	Bonnes .....	0.00
3. Créanciers privilégiés: voir liste C .....	0.00	Douteuses .....	0.00
4. Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres (voir liste D) pouvant être réclamées pour une somme de ...	0.00	Mauvaises .....	0.00
Total du passif .....	20,391,893.24	Estimation des créances qui peuvent être réalisées	0.00
Surplus .....	NIL	4. Lettres de change, billets à ordre, etc., voir liste F .....	0.00
		5. Dépôts en institutions financières .....	346.07
		6. Espèces .....	0.00
		7. Bétail .....	0.00
		8. Machines, outillage et installation .....	0.00
		9. Immeubles et biens réels: voir liste G .....	0.00
		10. Ameublement .....	0.00
		11. REER, FERR, Assurances-vie etc .....	0.00
		12. Valeurs mobilières (actions, obligations, débetures etc.	0.00
		13. Droits en vertu de testaments .....	0.00
		14. Véhicules .....	0.00
		15. Autres biens: voir liste H .....	0.00
		Si le failli est une personne morale, ajoutez :	
		Montant du capital souscrit .....	0.00
		Montant du capital payé .....	0.00
		Solde souscrit et impayé .....	0.00
		Estimation du solde qui peut être réalisé .....	0.00
		Total de l'actif .....	346.07
		Déficit .....	20,391,547.17

Je, Daniel Leclair, de Laval en la province de Québec, étant dûment assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan qui suit et les listes annexées sont, à ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de mes affaires en ce 15 juin 2016, et indiquent au complet tous mes biens de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et réversibles, tels que définis par la Loi.

ASSERMENTÉ (ou déclaré solennellement)  
 devant moi le 15 juin 2016, à Montréal en la province de Québec.

Commissaire à l'Assermentation  
 pour la province de Québec  
 Expire le

10-04-19



*[Signature]*  
 Daniel Leclair

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

## PREUVE DE RÉCLAMATION

(article 50.1, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2) et 128(1) et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

### dans l'affaire de la faillite de **LOGITRA INC.**

de Mascouche, province de Québec et de la réclamation de \_\_\_\_\_, créancier.

JE, \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant) de \_\_\_\_\_ (ville et province)

CERTIFIE CE QUI SUIT :

1. Je suis le créancier de la débitrice susnommé (**ou** je suis) \_\_\_\_\_ (poste ou fonction)  
de \_\_\_\_\_ (nom du créancier).

**Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :**

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par la présente formule.
3. La débitrice était, à la date de la faillite, soit le 16 juin 2016, endettée envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de \_\_\_\_\_ \$, comme l'indique l'état de compte (**ou** l'affidavit **ou** la déclaration solennelle) ci-annexé et désigné « Annexe A », après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle la débitrice a droit. (**L'état de compte ou l'affidavit ou la déclaration solennelle annexée doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.**)
4. (**Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises**)
- ( ) A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
(**Autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi.**)  
En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir de la débitrice à titre de garantie et (**Cochez ce qui s'applique**) :  
( ) Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. (**Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.**)  
( ) Pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je ne revendique pas de droit à un rang prioritaire.
- ( ) B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (**Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.**)
- ( ) C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs de la débitrice, à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après : (**Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.**)
- ( ) D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de \_\_\_\_\_ \$.  
(**Veillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.**)
- ( ) E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi (faillite) au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi (séquestre) au montant de \_\_\_\_\_ \$.
- ( ) F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi (faillite) au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
( ) J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi (séquestre) au montant de \_\_\_\_\_ \$.

( ) G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs.)  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

( ) H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après : (Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou je ne suis pas lié) (ou le créancier susnommé est lié) (ou le créancier susnommé n'est pas lié) à la débitrice selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou je n'ai pas) (ou le créancier susnommé a) (ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec la débitrice. (Biffez les choix ne correspondant pas à votre situation.)

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus de la débitrice, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et la débitrice sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi. (Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique.)

( ) Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

– ou –

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier qui est une personne physique)

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier qui est une personne morale)

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

**REMARQUES :** Si un affidavit ou une déclaration solennelle est joint à la présente formule, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits ou des déclarations solennelles.

Lorsqu'une copie du présent avis est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tel que prescrit au Formulaire 1.1, doivent être indiqués à la fin du document.

**AVERTISSEMENTS :** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

## PROCURATION GÉNÉRALE

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi)

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE : Logitra inc., débitrice

Je (ou nous), \_\_\_\_\_ (nom du créancier ou du représentant), de \_\_\_\_\_ (ville et province),  
créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme \_\_\_\_\_

de \_\_\_\_\_ mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée,  
sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

– ou –

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier qui est une personne physique)

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier qui est une personne morale)

\_\_\_\_\_  
(signature et nom du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature, nom et poste ou fonction du représentant)

**CETTE FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS EST FOURNIE  
AFIN DE VOUS AIDER À REMPLIR LE FORMULAIRE DE PREUVE DE RÉCLAMATION**

- La preuve de réclamation doit être signée par la personne qui la remplit.
- La signature du réclamant doit être attestée par un témoin.
- Indiquer l'adresse complète où tout avis et correspondance doivent être expédiés.
- Le montant sur le relevé de compte doit correspondre au montant réclamé sur la preuve de réclamation.

**PARAGRAPHE 1 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le créancier doit fournir la raison sociale complète de la société ou de l'entreprise.
- Si la personne qui complète la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, elle doit préciser son poste ou sa fonction.

**PARAGRAPHE 3 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Un relevé de compte détaillé ainsi que les factures s'y rapportant doivent accompagner la preuve de réclamation.

**PARAGRAPHE 4 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Les créanciers doivent compléter ce paragraphe en fonction de la nature de leur réclamation.

**PARAGRAPHE 5 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le réclamant doit indiquer s'il est ou n'est pas lié au débiteur, au sens de la définition de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Encercler, souligner ou biffer les mots « sont » ou « ne sont pas » selon le cas.

**PARAGRAPHE 6 DE LA PREUVE DE RÉCLAMATION**

- Le réclamant doit fournir une liste détaillée identifiée « B » de tous les paiements reçus et/ou crédits accordés, soit :
  - au cours des trois mois précédant la faillite ou la proposition, dans le cas où le réclamant et le débiteur ne sont pas liés.
  - au cours des douze mois précédant la faillite ou la proposition, dans le cas où le réclamant et le débiteur sont liés.

<input type="checkbox"/>	O	_____
<input type="checkbox"/>	P	_____
<input type="checkbox"/>	G	_____

## PROOF OF CLAIM

(Section 50.1, subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2), 128(1), and paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

### in the matter of the bankruptcy of LOGITRA INC.

of Mascouche, Province of Quebec and the claim of \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_, creditor.

I, \_\_\_\_\_ (name of creditor or signing officer) of \_\_\_\_\_ (city and province)

DO HEREBY CERTIFY:

1. That I am a creditor of the above-named debtor (or that I am) \_\_\_\_\_ (position or title)  
of \_\_\_\_\_ (name of creditor or signing officer).

**All notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:**

**Phone:** \_\_\_\_\_ **Fax:** \_\_\_\_\_ **E-mail:** \_\_\_\_\_

2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to below.
3. That the debtor was, at the date of bankruptcy, namely the June 16, 2016, and still is, indebted to the creditor in the sum of \$ \_\_\_\_\_, as specified in the statement of account (or affidavit or solemn declaration) attached and marked "Schedule A" after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. **(The attached statement of account, or affidavit or solemn declaration must specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)**
4. **(Check and complete appropriate category)**
- ( ) A. UNSECURED CLAIM OF \$ \_\_\_\_\_  
**(Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)**  
That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and **(Check appropriate description):**  
( ) Regarding the amount of \$ \_\_\_\_\_, I claim a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. **(Set out on an attached sheet details to support priority claim.)**  
( ) Regarding the amount of \$ \_\_\_\_\_, I do not claim a right to a priority;
- ( ) B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE OF \$ \_\_\_\_\_  
That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)**
- ( ) C. SECURED CLAIM OF \$ \_\_\_\_\_  
That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ \_\_\_\_\_ as security, particulars of which are as follows: **(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.)**
- ( ) D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN, OR AQUACULTURIST OF \$ \_\_\_\_\_  
That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ \_\_\_\_\_.  
**(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts.)**
- ( ) E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ \_\_\_\_\_  
That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act (bankruptcy) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act (receivership) in the amount of \$ \_\_\_\_\_
- ( ) F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ \_\_\_\_\_  
That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act (bankruptcy) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.  
That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act (receivership) in the amount of \$ \_\_\_\_\_.





**THIS INFORMATION SHEET IS SUPPLIED  
IN ORDER TO ASSIST YOU IN COMPLETING THE PROOF OF CLAIM FORM**

- The proof of claim must be signed by the individual completing the form.
- The signature of the claimant must be witnessed.
- Give the complete address where all notices and correspondence are to be forwarded.
- The amount on the statement of account must agree with the amount claimed on the proof of claim.

**PARAGRAPH 1 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- Creditor must state full and complete legal name of company or firm.
- If the person completing the proof of claim is not the creditor himself, he must state his position or title.

**PARAGRAPH 3 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- A detailed statement of account together with supporting documentation must accompany the completed proof of claim.

**PARAGRAPH 4 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must tick the appropriate paragraph and must provide information as requested.

**PARAGRAPH 5 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must indicate whether he is or is not related to the debtor, as defined in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, by encircling, underlining or striking out “are” or “are not” as the case.

**PARAGRAPH 6 OF THE PROOF OF THE CLAIM**

- The claimant must attach a detailed list marked “B” of all payments received and/or credits granted, as follows:
  - within the three months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are not related;
  - within the twelve months preceding the bankruptcy or the proposal, in the case where the claimant and the debtor are related.

---

## *Liste d'envoi aux créanciers*

Dans l'affaire de la faillite de  
Logitra Inc.

Type de créancier	Nom	Attention	Adresse	\$ Réclamation
Directeur	Daniel Leclair		25 rue les Érables Laval QC H7R 1A3	
Séquestre officiel	Montreal		Sun Life Building 1155 Metcalfe, bureau 950 Montreal QC H3B 2V6	
Tribunal	Cour Supérieure du Québec - Joliette		200 rue St-Marc Joliette QC J6E 8C2	
Garanti	Banque Nationale du Canada- Service aux entreprises - Groupe Santé	Catherine Beaudoin	600, rue de la Gauchetière O., Rez-de-chaussée Montreal QC H3B 4L2	20,381,465.00
	Employés			2,315.32
Non-garanti	Beaudoin Monahan Bonenfant & Assoc.		625, montée Masson Mascouche QC J7K 3G1	7,766.85

---